



LE BULLETIN DE LA PAIX

DÉCEMBRE 2023
6^e ÉDITION



- CONFÉRENCE GÉNÉRALE 2023
- OPÉRATION GARDIEN DE LA PROSPÉRITÉ
- GÉNOCIDE EN PALESTINE : LA CAQ APPUIE !



GÉNOCIDE EN PALESTINE : **LA CAQ APPUIE !**



OPÉRATION GARDIEN **DE LA PROSPÉRITÉ**

Le 19 décembre, le gouvernement américain a annoncé la mise sur pied de l'opération « gardien de la prospérité ». Cette opération militaire multinationale, qui inclut le Canada, aurait pour but de protéger les navires de commerce circulant en mer Rouge des attaques commises par les houthis du Yémen qui de leur côté ont intensifié leur lutte contre Israël en réponse au génocide qui se produit en Palestine. Une nouvelle étape dans l'escalade des tensions entre grandes puissances est ainsi franchie. Bien que cette escalade soit alarmante pour tout partisan de la paix, pour l'Empire américain cette situation représente une opportunité en or pour justifier un blocus militaire des exports maritimes du pétrole iranien allant vers la Chine, premier adversaire économique des États-Unis. Depuis 2020, l'Iran a triplé ses ventes de pétrole vers la Chine, allant à l'encontre des sanctions américaines. Sachant que la guerre est la continuation des politiques économiques par des moyens plus violents, l'amorçage d'une guerre régionale semble de plus en plus probable.

CONFÉRENCE **GÉNÉRALE 2023**

Le 10 décembre, le MQP a tenu sa deuxième Conférence générale annuelle depuis sa création. Celle-ci a eu lieu au siège social de la CSN et s'est déroulée bien productivement. Elle a permis de mettre à jour la résolution politique d'unité du MQP, d'élire un nouveau Conseil exécutif renforcé et de mettre au point deux nouvelles résolutions politiques spéciales affirmant la solidarité du MQP avec la Palestine et avec la grève des travailleuses et des travailleurs du secteur public. De plus, trois organisations étaient représentées cette année autour de la table : le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, l'Association des travailleurs grecs du Québec et le Parti communiste du Québec (PCQ-PCC).

Malgré le vote d'Ottawa en faveur d'une résolution de l'ONU exigeant un « cessez-le-feu durable » qui a eu lieu en mi-décembre, le gouvernement québécois s'est désolidarisé des 152 États qui ont pour leur part reconnu la nécessité d'une résolution diplomatique à la catastrophe humanitaire qui a lieu en ce moment même en Palestine. En effet, le cabinet de la ministre des Relations internationales, Martine Biron, s'est exprimé à ce propos en déclarant que « le Hamas doit rendre les armes » et que « les otages doivent être libérés pour que l'on puisse envisager un cessez-le-feu ». Des propos qui pourraient sembler raisonnables s'ils n'étaient pas présentés en réponse à un vote favorable de la grande majorité des États membres de l'ONU concernant cette résolution.

Depuis l'attaque du 7 octobre, plus de 20,900 Palestiniens ont perdu la vie, les femmes et les enfants représentent jusqu'à deux tiers des victimes. Par ailleurs, il est important de noter que jusqu'à 50% de la population vivant à Gaza est composé d'enfants qui ne sont donc pas en position de prendre les armes. Le discours du gouvernement Legault face à cette énorme injustice représente une perte de la souveraineté politique du Québec sur la scène internationale et démontre un désir d'inverser la relation de pouvoir qui se joue entre Israël et le peuple palestinien auprès de l'opinion publique. Cette inversion a pour objectif de présenter Israël comme la victime et les Palestiniens comme les oppresseurs, ignorant ainsi des décennies d'occupation, d'humiliation et de violence infligées par Israël et son idéologie sioniste. Cette perspective est en réalité celle de Washington et son adoption représente une trahison des principes qui ont animé la lutte du peuple québécois pour l'autodétermination tout au long de son histoire.